

L'école peut-elle encore contribuer à faire société ?

De l'institution républicaine au consumérisme moderne.

Dr Nicole CATHELIN, pédopsychiatre

L'école est en crise et les enfants le disent haut et fort à ceux qui penseraient qu'il ne s'agit que d'une crise du management. La crise est bien plus profonde et plus ancienne également que le Covid ou l'expansion du harcèlement scolaire vers le cyberharcèlement pourrait le laisser à penser.

Mais comme dans toute crise, il peut en sortir le meilleur et c'est ce que je vais essayer de vous proposer afin de ne pas sombrer dans une déprime collective totalement contre-productive. Il faut se retrousser les manches, chacun à notre hauteur sans attendre que nos tutelles, ayant pris conscience de la longue glissade, réorganisent l'école. Tout peut et doit se jouer actuellement au niveau de chaque établissement. Les changements viendront cette fois-ci d'en bas avant de venir d'en haut et c'est cela qui doit nous motiver. La compréhension des difficultés ne doit qu'inciter à la créativité et non nous désespérer, c'est sans doute cela qui sera le plus difficile à accepter, mais c'est la seule condition pour que les choses d'abord ne s'effondrent pas et ensuite se restructurent. Rendre les autres responsables des difficultés soulagent pour un temps mais ne permet pas de résoudre les problèmes. L'explication « *le monde a changé, les enfants ne sont plus les mêmes, les parents n'ont plus les mêmes attentes par rapport à l'école et aux savoirs* » est un constat nécessaire et préalable mais doit permettre précisément de nous faire développer de nouvelles stratégies.

Je vais donc essayer avec vous, dans un premier temps, de lister les changements qui fragilisent l'institution et le rapport des enfants et des parents à l'école et au savoir avant de proposer des pistes d'intervention.

Philippe Meirieu a fait le 3 février dernier à Paris une intervention aux journées Carrefours co-animées par la SFPEADA et l'API, les deux associations de pédopsychiatrie françaises. Ses propos recourent point par point mes propres observations et réflexions, mais selon l'adage, il faut rendre à César ce qui lui appartient. Aussi me permettrai-je de citer quelques-unes de ces analyses aux côtés des miennes.

Les points de fragilisation

L'institution républicaine de l'école de Jules Ferry vacille sérieusement. Je daterai personnellement les premiers effets visibles au début des années 2000. Pour preuve l'augmentation notable et surtout rapide entre 2000 et 2010 des phobies scolaires ou refus scolaires anxieux.

Eric Debarbieux et d'autres chercheurs en sciences de l'éducation ou sociologues datent, eux, le début du glissement dans les années 1990, 15 ans après la mise en place du collège unique (1975).

Cela correspond également aux changements sociétaux extrêmement divers et rapides depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, avec ces effets visibles mais encore progressifs dès les années 1960.

- Les années 1970 ont été des années de remise en question de la verticalité de la société (remplacement de la puissance paternelle par l'autorité parentale, majorité à 18 ans diminuant la tutelle paternelle, divorce par consentement mutuel et bien entendu droit à l'IVG), mais il a fallu quelques années pour que cela diffuse dans les mentalités.

- Les années 1980, elles, ont été marquées par les effets des deux chocs pétroliers de 1973 et 1978 sonnante la fin des « Trente Glorieuses » avec un recentrage sur le capital humain plus que sur le capital foncier. Les diplômes deviennent une protection contre le chômage qui commence à augmenter.

Les années 1990, sont marquées par une réorganisation de l'ordre mondial avec la chute du mur de Berlin, fin 1989, et l'ultra-libéralisme, avec son corollaire, l'ultra-consommation, qui deviennent le graal de tout un chacun.

Si on associe ces trois périodes, on comprend comment l'institution scolaire a pu être ébranlée par ces changements sociétaux majeurs, conduisant à s'interroger sur la légitimité de l'école, d'autant que les premières enquêtes internationales du début des années 2000 donnent une image bien réelle de ses premiers dysfonctionnements (PISA, PIRLS, etc.).

Enfin, le coup de grâce a été donné par la loi de 2005 et l'école inclusive, qui prône la spécificité de l'enseignement pour chaque handicap, fragilisant encore plus le cadre institutionnel.

Au-delà du handicap, l'évolution sociétale elle-même avec un surinvestissement des enfants désormais voulus et attendus (dont la naissance est planifiée dans le projet de vie des parents), fait que *chaque parent souhaite que son enfant soit traité comme une exception et non comme tout le monde. Désormais un enfant reste un enfant même à l'école (Meirieu)*, il n'est plus un élève comme le marqueur symbolique de la blouse le manifestait clairement. Car pour moi la blouse ou l'uniforme, n'ont d'autre intérêt que le marquage du passage de l'enfant à l'élève et non comme on le dit trop

souvent chercher à gommer l'origine sociale qui transparaît dans bien d'autres comportements et attitudes. Meirieu a cité Anatole France : « *la blouse est une aube mystique dédiée à la raison* ».

Et il a conclu en disant que « *ce qui faisait autrefois le consensus de l'institution devient expérience personnelle* », illustrant bien le passage d'une organisation verticale à une organisation horizontale.

Cette perte de la verticalité est cependant moins importante à l'école qu'en famille où les changements ont été plus massifs et plus radicaux comme je viens de le dire. L'école résiste mieux en tant qu'institution, même si de plus en plus de parents s'interrogent sur sa légitimité. De ce fait, il y a une difficulté pour les enfants à comprendre la verticalité de l'institution qui leur paraît en complet décalage avec l'organisation familiale ou sociétale générale. Autrefois cet écart non seulement n'existait pas mais le fait de retrouver dans tous les lieux cette verticalité lui donnait du poids et facilitait le passage de l'école à la maison puis dans la société elle-même, ce qui permettait à cette dernière de continuer à fonctionner de manière très hiérarchisée.

Qu'on le déplore ou qu'on s'en félicite nous sommes dans une société où les rapports sont de plus en plus horizontaux et la verticalité n'a pas bonne presse. Mais des siècles de verticalité nous ont appris à manœuvrer dans un tel environnement, ce qui n'est pas le cas pour les relations horizontales. Par ailleurs l'organisation verticale s'articule autour du temps (l'expérience) et la société horizontale s'articule autour de l'espace (le partage en temps réel dans un même espace, dont les réseaux sociaux sont une bonne illustration).

Nous allons devoir apprendre à gérer ce changement radical de conception accentué par les progrès ultra-rapides de la technologie. Puisqu'on ne reviendra pas en arrière, il va donc falloir trouver des moyens de l'arbitrer, de la gérer et non de se laisser déborder par elle. De toute façon on n'a plus le choix, car les écueils de l'horizontalité des relations qui avaient déjà mises en lumière par Freud par exemple dans «*Malaise dans la civilisation*» ou «*Totem et Tabou*» nous sautent au visage avec les phénomènes de harcèlement et plus spécifiquement le cyberharcèlement. Dans ces ouvrages, Freud compare les effets d'une société verticale patriarcale et très hiérarchisée avec celle, horizontale, des frères qui conduit, non plus à devoir tuer le père pour continuer à exister, mais à une société fratricide.

Quelques mots sur le surgissement médiatique de ce phénomène scolaire qui existe depuis que l'école existe, comme le montre son augmentation directement corrélée avec le taux de scolarisation d'un pays (chiffres donnés par l'UNESCO).

Le harcèlement scolaire, aux périodes de développement de l'individu, entre 7/8 ans et 15/16 ans constitue, de mon point de vue, un risque qui a été insuffisamment pris en compte jusqu'à

l'arrivée des réseaux sociaux. Plus personne n'est surpris lorsqu'on parle des conduites à risque des adolescents. Tout le monde, parents au premier chef, a intégré ce risque développemental dont les origines tiennent tout à la fois aux bouleversements hormonaux, à la formidable explosion de la croissance et aux remaniements psychiques. Alors qu'il a fallu plus de 10 ans pour qu'en France on commence à réfléchir au harcèlement autrement qu'en termes éducatifs « *tout le monde est passé par là, les enfants sont cruels entre eux, il faut s'endurcir pour se préparer à la vie, ce sont des histoires de gosses il vaut mieux ne pas s'en mêler* » ou franchement pathologiques (« *La victime a des attitudes qui prête le flanc à ce comportement, elle est un peu responsable de ce qui lui arrive, le harceleur a certainement des problèmes psychologiques* », etc..).

Deux approches étaient possibles, car bien d'autres pays en particulier ceux du nord de l'Europe et au Canada, avaient déjà réfléchi au sujet et mis en place des stratégies depuis les années 80/90. Une approche centrée sur les individus et leur attitude et une centrée sur la dynamique de groupe. Si la première, à juste titre, a retenu l'attention des criminologues, la seconde correspondait plus à la compréhension des cliniciens et psy. Mais les préjugés ont la vie dure et il était certainement plus acceptable pour notre société française de considérer que victime et harceleur n'étaient pas comme les autres enfants et avaient des choses à se reprocher, ce qui expliquait qu'ils se soient trouvés dans cette situation. Ainsi le harcèlement restait une affaire de spécialistes et ne concernait pas la totalité des enfants.

L'arrivée massive et rapide des réseaux sociaux a changé la donne. La quasi-totalité des réseaux se sont déployés aux début des années 2010 (Face book, 2004 mais en France, 2008 ; Twitter, 2006 ; Instagram 2010, ;Snapchat 2011 et Tiktok, 2017). Une remarque incidente à ce sujet. Dans un travail de recherche menée sur un dispositif de permanences d'évaluation clinique en collège et lycée, existant dans la Vienne depuis 1997, on a pu constater l'apparition à partir de 2010 du symptôme anxiété dans les trio des premiers motifs d'adressage vers ces lieux d'évaluation tenus par des infirmiers de PEA au sein des établissements demandeurs. L'hypothèse que nous avons alors avancée était l'irruption des réseaux sociaux qui accroissait la problématique de l'image, particulièrement brûlante à l'adolescence, mais surtout diffusait en continu, sans le filtre d'un adulte pour en discuter avec eux, les horreurs de notre monde : guerres, famines, dérèglement climatique, etc. sans parler de l'inquiétude liée à la scolarité et au risque de chômage ou de perte d'emploi successif, voire de burn-out. Le cyberharcèlement est désormais associé au harcèlement scolaire, ce qui se commence sur le net se continue à l'école et vice-versa sans aucun lieu de répit pour se cacher et avec une diffusion massive et surtout persistante dans le temps.

Le cyberharcèlement constitue un modèle des dérives du modèle de l'horizontalisation des relations. Pourtant, nous aurions dû avoir la puce à l'oreille de ce changement avec la question de l'empathie qui est apparue dans la société au milieu de la première décennie du XXI^e sc., un peu avant la question du harcèlement à la suite entre autre de découvertes neurobiologiques sur les neurones miroirs et le développement de la neuropsychologie et de l'intérêt pour les troubles neurodéveloppementaux. Se mettre à la place de l'autre est en effet une bonne façon de réguler une société devenue plus horizontale que verticale. En fait, on devait parler de théorie de l'esprit et non d'empathie car c'est surtout le processus cognitif plus que le processus émotionnel qui est utile dans ces situations. Il faut comprendre le cyberharcèlement comme un paradigme de l'évolution sociétale et s'y intéresser dépasse largement la question de ses effets pour ouvrir à une réflexion plus vaste sur nos choix de société.

Les conséquences psychologiques

Au niveau de chacun d'entre nous, la rapidité des changements sociétaux génère toujours de l'anxiété. Non seulement on n'a pas le temps de s'adapter (30 ans au lieu de 100 autrefois), mais l'explosion fantastique de la technologie, si elle peut nous donner le sentiment de mieux maîtriser notre environnement, nous permet également d'avoir une vision élargie du monde et de ses bouleversements permanents. Ce branchement permanent sur le monde est particulièrement anxiogène car il ne faut pas rater la dernière évolution pour rester dans la course, seule garantie, selon certains, pour ne pas rester sur le bord du chemin d'une évolution si rapide. Or, cette dernière génère une rupture générationnelle aggravant l'anxiété. Un proverbe africain dit « si tu ne sais pas où tu vas, regarde d'où tu viens », c'est-à-dire que les anciens peuvent donner des repères, ce qui n'est pas le cas dans une société hyper-technicisée et je ne parle même pas de ce qu'on appelle improprement l'intelligence artificielle (on devrait dire « machine learning », c'est-à-dire des algorithmes dont le comportement évolue en fonction des données qu'on leur apprend).

Les réseaux sociaux ont accru l'anxiété déjà perceptible depuis la fin des trente glorieuses, mais qui a mis logiquement une vingtaine d'année pour se concrétiser dans le ressenti de tout un chacun, et accélère considérablement l'importance des mondes numériques qui nous font perdre tous nos repères antérieurs. Nous sommes dans une société de l'immédiateté, de l'image, de la popularité que Zigmund Bauman nomme « la vie liquide » où tout est flottant et rien ne se solidifie, ce qui génère l'angoisse du présent et du lendemain avec la conviction que le passé ne peut plus nous servir de balise.

Les enfants et leurs parents ont le sentiment de découvrir un nouveau monde sans pouvoir s'appuyer sur des références parce qu'ils les jugent obsolètes. La mondialisation permettant la connaissance en quasi temps réel des catastrophes qui arrivent dans le monde achève d'angoisser les individus, ce qui suscite des réactions complotistes dont l'objectif est de trouver du sens à ce qui arrive.

La plupart des troubles présentés par les enfants et leurs parents actuellement rencontrés relèvent de **l'anxiété**. Je viens d'en expliquer les causes. Qu'il s'agisse d'anxiété face à une organisation qui les inquiète parce qu'ils pensent ne pas disposer de repères pour la comprendre et y faire face (c'est-à-dire se sentir acteur), c'est le cas de l'éco-anxiété ou parce qu'ils ont peur de ne pas être à la hauteur (anxiété de performance ou burn-out).

Tout ceci conduit aux situations auxquelles vous êtes confrontées : refus scolaire anxieux, avec demande d'école à la maison, pour s'organiser comme on le souhaite ce qui donne le sentiment de maîtriser la situation, éviter le regard des autres devenu trop jugeant (je n'ai pas abordé le culte de l'image), et ainsi donner la pleine mesure de ses compétences considérées comme entravées par la rigidité du système. Il faut valoriser l'originalité de chaque individu, que chacun pense différent, original, donc incompris par un système qui selon eux cherche à abraser leurs particularités pour rentrer dans le même moule de formatage.

Vous avez sans doute d'autres demandes : d'aménagements d'emploi du temps, ou de refus de suivre certains enseignements, sans même évoquer la question de la religion, voire de PAI, et de PPS, dans un contexte de critiques à l'égard de l'institution ou des enseignants eux-mêmes.

Il faudrait pour être un peu plus complet, sans être exhaustif, ajouter que la question du sens de l'école est également très présente, tant pour les familles que pour les élèves eux-mêmes. Nombreux sont les parents qui considèrent que l'école ne répond plus à leurs besoins : panne de l'ascenseur social, problème de contenus insuffisants pour préparer des têtes bien faites dont le témoin est le niveau qui baisse, insuffisante prise en compte des spécificités d'apprentissage (troubles dys, autisme), bref une perte de chances dont les conséquences risquent d'être désastreuses pour toute une génération qui précisément va devoir, plus que les précédentes, s'adapter à toutes ces évolutions.

Quelques pistes

On l'a dit, ce sont des pathologies anxieuses articulées autour de la peur et du sentiment de ne pas pouvoir agir sur sa vie. Le meilleur remède est donc l'action, ce qui passe par rendre acteur l'individu et le mieux est de pouvoir éviter que cela n'arrive.

La prévention est donc la priorité au lieu de gérer les problèmes quand ils arrivent, car en fonction de ce que je viens de vous dire, une situation dans laquelle on ne peut se sentir acteur mais contraint suscite de l'anxiété et la crainte de ne pas pouvoir faire son métier correctement (risque de projection sur autrui et donc colère contre-productive) ou de burn-out. Il faudrait que les parents connaissent mieux vos attributions. Je regrette que vous soyez si peu nombreux et que de ce fait vos missions ne vous laisse pas le temps de faire cette prévention. Il me semble cependant, pour appliquer ce que j'ai annoncé dans l'introduction, qu'avec l'accord des chefs d'établissements de votre secteur, il serait possible d'envisager une information déjà auprès des enseignants et de la vie scolaire en début d'année afin de vous mettre d'accord sur le repérage déjà et sur la conduite à tenir en cas de déscolarisation totale ou absentéisme perlé. Une intervention précisant les missions de chacun des personnels de la mission de prévention serait bienvenue également. Ensuite, il peut être proposé d'y associer (ou pas) les représentants des associations de parents d'élèves. Ils sont des leviers importants et leur donner plus de place facilite souvent les relations ultérieures entre l'administration et les usagers. Il faut essayer de comprendre en amont le regard de l'enfant et des parents sur l'école. Les valeurs portées par l'école ne sont pas connues de tous, loin s'en faut. Il faut donc les faire connaître et ouvrir la discussion en amont, afin que les parents se sentent entendus et puissent être un peu acteurs. Sinon risque de dépossession et revendication. Il faudrait, dans l'idéal, faire la même chose avec les enfants au sein de la classe. C'est ce message qu'il faut faire passer aux enseignants et les médecins de l'éducation nationale doivent s'investir dans cette prévention et non pas être appelés uniquement en cas de conflit ou de difficultés, encore faudrait-il qu'ils soient plus nombreux et disponibles !

Les deux idées phares sont de mieux informer et de tendre à coconstruire localement avec les ressources et les personnes locales.

Le traitement de la situation : Il faut d'abord éviter d'aggraver la situation en s'opposant frontalement aux parents quant à leur choix car une telle position vous remet en position verticale, de celui ou celle qui sait, rendant la parole des demandeurs non recevable car non étayée par le savoir dont vous disposez. Il ne s'agit pas non plus de se faire instrumentaliser et de signer les certificats que vous demandent les parents sans sourciller. Il faut, si possible, faire œuvre de pédagogie afin de les amener à coconstruire un projet.

On peut commencer avec une interrogation pour introduire le débat et faire prendre conscience de la place que ces parents vous donnent.

- Si ce sont les parents qui viennent vous demander un arrêt de scolarité sans certificat de médecin traitant. On peut dire quelque chose comme cela, en essayant de brider toute forme d'agressivité ouverte ou d'humour grinçant. « Vous avez déjà pensé à tout, qu'elle est ma part dans ce choix ? Je suis censée signer le certificat qui vous permettra de réaliser votre objectif, alors dites-moi ce que vous attendez de moi ? Une simple signature sur un document ou peut-on envisager de réfléchir ensemble à la suite, car il faut aussi anticiper. Un certificat d'arrêt pour un médecin veut dire qu'on pense forcément à la suite, car il est, de fait, transitoire ».
- Si les parents viennent avec un certificat d'un médecin, ne jamais critiquer cette démarche mais à nouveau demander quelle place la famille vous octroie. « Quelle place pensez-vous que je peux occuper ? Un exécuter d'un collègue ? M'autorisez-vous à le contacter, car lorsqu'un collègue nous écrit au sujet d'un patient, nous avons pour habitude d'échanger sur la conduite à tenir. Ce serait bien qu'on soit tous d'accord et pour cela il faut discuter et surtout prévoir la suite ».

L'idée générale est de vous remettre dans la boucle et de montrer que vous êtes un interlocuteur et non un exécuter administratif. En ne vous positionnant pas contre mais en accompagnement, vous gardez une place importante qu'un affrontement ne vous aurez pas donné.

Voilà quelques pistes possibles. Les questions me permettront de compléter ce bref exposé et de tenter de mieux répondre à vos interrogations.

Pour conclure,

Je dirais que le fait de me pencher sur l'histoire de la pédopsychiatrie m'a appris une chose. A chaque fois que notre discipline a connu des revers (les lois sur le handicap par exemple, ou l'autisme) c'est parce que nous n'avons pas su écouter et prendre en compte les évolutions sociétales. Désormais, les patients viennent au cabinet médical en ayant déjà regardé sur internet, à la fois les symptômes et les traitements. Cela nous irrite, à juste titre, et cette irritation, nous la projetons sur le patient en face de nous en tentant de le remettre à sa place, reproduisant ainsi, sans toujours nous en rendre compte, une position verticale qu'ils ne souhaitent pas ou plus.

Comme je l'ai dit, il nous faut évoluer vers cette horizontalisation des relations et nous n'avons aucune habitude de cela. Il va donc falloir apprendre. Il ne sert à rien de regretter le monde d'avant. La « solastalgie » ne nous mènera nulle part. Il vaut mieux comprendre quelles sont les

attentes et réfléchir à comment nos études, notre expérience professionnelle et notre savoir peuvent constituer une plus-value à ce savoir désormais accessible à tous. Il me semble, pour ma part, que c'est en tentant de nouvelles approches qu'on y parviendra. Les psychiatres devraient vous aider, non pas à comprendre les pathologies et leur possibles étiologies, mais surtout à savoir comment répondre à ces situations nouvelles, à partir de vos ressentis dans les situations que vous devez gérer. C'est donc plus un travail d'analyse de pratique qui vous serait utile, plus que la participation à de nombreux colloques au format trop universitaire.